

# COURIER DE BOSTON,

AFFICHES, ANNONCES, ET AVIS.

## *L'Utilité des deux Mondes.*

Prix, 5 Pence.]

Du JEUDI, 11 JUIN, 1789.

[No. 8.]

*Suite des Avis intéressans aux personnes qui cherchent à émigrer en Amérique.*

Quelques Princes en Europe ont imaginé dans ces derniers temps d'attirer dans leurs Etats, par l'appas de gros salaires & de privilèges considérables, les bons Ouvriers & manufacturiers des autres pays : ils étoient guidés par l'opinion qu'il est avantageux pour un Etat de produire & manifacter dans son enceinte tous les objets de consommation, & de diminuer le plus possible la quantité des importations. Plusieurs personnes s'annonçant comme très-versées dans divers genres de manufactures, & s'imaginant que l'Amérique en avoit besoin, que le Congrès étoit disposé à imiter la conduite de ces Princes, lui ont proposé de s'établir en Amérique, à condition qu'on paieroit leur passage, qu'on leur donneroit des terres, qu'on leur fixeroit des salaires, qu'on leur accorderoit des privilèges à terme, &c. Ces personnes, en lisant les articles de confédération, verront que le Congrès n'a pas le pouvoir d'accorder de pareilles grâces, ni d'argent pour en disposer en faveur de pareilles entreprises. Si l'on en peut espérer quelqu'encouragement, ce ne peut être que du Gouvernement particulier de chaque Etat ; cela s'est fait rarement en Amérique ; & rarement on a réussi, quand on a voulu établir des manufactures, dont l'encouragement étoit au-dessus des forces du pays. La main d'œuvre est généralement trop chère en Amérique, & il est trop difficile de pouvoir tenir long-temps rassemblées un grand nombre de personnes, parce que chacun desire d'être maître, & que le bon marché des terres invite chacun à laisser le commerce pour l'agriculture. Quelques manufactures ont cependant eu du succès ; mais c'étoit celles qui exigent peu de mains,

& où la plus grande partie de l'ouvrage est exécutée avec des machines. Les marchandises qui sont volumineuses & d'un prix si bas qu'elles ne peuvent soutenir l'addition du fret, sont manufacturées dans le pays à un prix moindre que celui de l'importation ; ces manufactures seront toujours avantageuses, lorsque les demandes seront considérables. Les Cultivateurs Américains recueillent une grande quantité de laine & de lin ; on n'en exporte rien, tout est travaillé dans les familles pour l'usage de la famille. On a dans différentes provinces, essayé plusieurs fois d'acheter de grandes quantités de laine & de lin, pour employer des Tisserands, former des manufactures de toile & de draps ; mais ces essais ont presque tous été infructueux : les toiles & les draps de l'étranger importés étant à meilleur compte. Lorsqu'on a sollicité les Gouvernemens de soutenir ces projets par des encouragemens en argent, ou en imposant des droits sur l'importation de marchandises de même nature, on a toujours essayé un refus. Le Gouvernement étoit fondé sur ce principe, que si le pays est assez avancé pour la manufacture, elle peut être établie avec succès par des individus ; s'il ne l'est pas, c'est une folie de vouloir forcer la nature. Les grands établissemens de manufactures exigent un grand nombre de mains ; on ne les a qu'en donnant un salaire très modique aux pauvres. Ces pauvres se rencontrent en foule en Europe, mais on n'en trouvera point en Amérique jusqu'au temps où les terres étant bien cultivées, il y aura excès d'hommes sur le travail ; alors ils chercheront d'autres occupations. Les manufactures de soie, dit-on, sont naturelles à la France, comme celles de draps à l'Angleterre, parce que chacune de ces contrées produit en abon-

dance soie & laine. Mais si la France & l'Angleterre veulent tout-à-la-fois posséder les deux manufactures, pour soutenir ces opérations anti-naturelles, on sera obligé de mettre des impôts sur les marchandises de l'étranger ; le Manufacturier taxera à sa fantaisie le consommateur national, l'ouvrier boira plus & en travaillera moins ; voilà pourquoi les Gouvernemens Américains n'encouragent point ces projets. Par ce moyen le peuple n'est trompé ni par le marchand ni par le Fabricant. Si le Marchand veut trop gagner sur les fouliers importés, on achète du Cordonnier ; s'il exige un trop grand prix, on va chez le Marchand ; ainsi ces deux professions se contrebalancent & donnent le vrai prix. Le Cordonnier a cependant un grand avantage sur le Marchand, car il a de moins que lui à supporter les frais de fret, de commission, d'assurance, &c. retenus par le Marchand. Il en est de même de tous les autres arts ; de là résulte que les autres artisans vivent généralement mieux et plus aisément en Amérique qu'en Europe ; et ceux qui savent économiser jouissent du bien-être et du repos dans leur vieillesse, et laissent de bonnes successions à leurs enfans ; ceux-là ont de l'avantage à émigrer en Amérique.

Dans les contrées d'Europe habitées depuis longtemps, tous les arts, les différentes branches de commerce, les différentes professions sont si remplies de personnes qui les exercent, qu'il est difficile pour un père, réduit à une fortune médiocre, de placer ses enfans dans un état qui leur assure une subsistance convenable. Les artisans qui craignent, en formant des apprentifs, de former des rivaux, les refusent, ou ne les prennent qu'à des conditions onéreuses & trop dures pour que les parens s'y soumettent. De là il suit que les jeunes gens sont élevés dans l'ignorance, & qu'ils deviennent, pour vivre, soldats ou domestiques ou voleurs. En Amérique, la rapide augmentation de la population fait disparaître la crainte de la rivalité : les maîtres prennent volontiers des apprentifs, parce qu'ils jouissent du fruit de leur travail pendant tout le temps stipulé ; il est donc aisé d'y faire élever & bien élever les enfans. Les artisans sont si curieux d'avoir des apprentifs, que plusieurs d'entr'eux paient même les parens pour avoir des enfans qu'ils engagent depuis quinze ans jusqu'à vingt-ans ; on a vu des parens arriver dans le Continent, mettre leurs enfans en apprentissage à ces conditions, avec le prix de leur tra-

vail acheter des terres, s'y établir, & faire subsister leurs familles.

Ces contrats d'apprentissage se font devant un Magistrat, qui le dicte suivant la raison & la justice, qui ayant en vue de former des citoyens utiles, engage le maître de s'obliger, non-seulement à nourrir, éclairer, loger, habiller leurs élèves jusqu'à l'expiration de leur temps, mais même à leur apprendre à lire, écrire, compter, &c. On donne une copie de cet acte à l'apprentif ou à un de ses amis, & le Magistrat en garde une copie à laquelle on a recours, lorsque le maître manque à ses obligations. Le besoin qu'ont les maîtres d'apprentifs les engage à payer le passage des jeunes personnes des deux sexes, qui à leur arrivée consentent à travailler chez eux pendant deux ou trois ans : ceux qui ont des talens ne donnent qu'un temps proportionné à leur mérite ; on exige un temps plus long de celui à qui l'on est obligé d'enseigner son art.

La médiocrité de fortune presque générale dans toute l'Amérique obligeant chacun à travailler pour vivre, on y voit peu de ces vices qui résultent de la paresse. L'industrie & un travail journalier sont de grands préservatifs pour la morale & les vertus d'une nation ; aussi les mauvais exemples sont-ils rares en Amérique ; raison qui doit être d'un grand poids dans l'esprit des parens : on doit y ajouter que la Religion, sous différentes dénominations, y est tolérée, respectée & pratiquée ; l'athéisme y est inconnu, l'infidélité rare & secrète ; en sorte qu'on peut parvenir à une très-grande vieillesse dans ce pays, sans avoir eu la douleur de voir un athée ou un infidèle. L'Etre Suprême paroît avoir voulu marquer l'approbation qu'il donnoit au système de tolérance des Américains, en les comblant de faveurs & de prospérités.

### *Suite des Travaux du Congrès.*

Chambre des Représentans, 22 Mai.

*Élection de M. Smith.*

La chambre arrêta que, d'après un examen profond des faits, il paroïssoit à la chambre que William Smith, de la Caroline méridionale, avoit été sept ans habitant de la Caroline méridionale, avant son élection.

Cet arrêté passa à l'affirmative.

Pour 36

Contre 1

Ajourné jusqu'au Lundi, à 11 heures.



LUNDI 25.

Ce jour ayant été arrêté, pour prendre en connoissance les amendemens, M. Madison observa que les mêmes raisons qui lui avoient fait remettre cette discussion à l'avenir, existoient encore ; et qu'en conséquence, il proposeroit que l'on s'occupât de cet objet dans quinze jours.

M. Goodhue, conformément à l'avis qu'il en avoit donné, Mercredi dernier, introduisit un arrêté relatif aux émolumens du Président, du Vice-Président, des Sénateurs et des Représentans des Etats-unis.

M. White proposa que le nom de l'orateur fût inséré.

M. Page proposa que l'arrêté fût soumis à l'examen de toute la chambre en comité. En conséquence, la chambre se forma en comité—M. Trumbull, orateur.

Alors, l'arrêté de M. Goodhue fut lu.

M. Lawrence proposa que l'espace annexé au premier article, des émolumens du Président, fût rempli par 25000 dollars par an, pendant le temps, pour lequel il aura été élu. M. L. observa que cette somme n'étoit point le résultat d'aucun calcul ; mais seulement qu'elle étoit soumise à l'inspection du comité—Il fut fait plusieurs observations, qui tendoient toutes à déterminer, si cette somme devoit suffire, pour toute sa maison, ou s'il seroit pourvu séparément à tous ces objets—Il n'y avoit encore rien de décidé quand le comité se leva.

M. Clymer fit la motion qu'il fût nommé un comité spécial, pour s'occuper de cet objet important, ce qui fut voté à l'affirmative, et il fut nommé un comité.

MARDI 26.

Le bill du tonnage fut lu pour la seconde fois.

A la motion de M. White, il fut voté que ce bill fût renvoyé au comité de la chambre ; et qu'il fût fait l'ordre du jour de demain.

M. Scott donna avis, qu'il demanderoit demain qu'il lui fût permis de présenter un bill, pour l'établissement d'un bureau territorial [*land office*] à l'effet de vendre les terres des territoires de l'ouest.

M. Page, après quelques observations introductoires, sur le désavantage résultant de la méthode de choisir des comités par ballot, proposa que l'on annullât tout ce qui y avoit rapport dans le mode de la chambre.

M. White proposa que tous les comités fussent nommés par l'orateur, à moins que la chambre ne l'ordon-

nât autrement—M. Lawrence demanda qu'il fût nommé un comité pour adopter un mode.

M. Lee s'opposa au comité. M. Lawrence retira sa motion.

M. Smith proposa un amendement à la motion de M. White, qui fut, que l'on y insérât, à moins que cinq membres ne demandent un ballot.

M. Page s'opposa à ce que l'on choisit des comités par ballot—il observa qu'il étoit fort possible qu'on les fit servir à l'intrigue—J'espère, continua-t-il, que l'on ne choisira plus de comités par ballot. Cette motion fut remise à un autre jour.

M. Smith donna avis qu'il présenteroit demain un bill, sur le sujet des banqueroutes.

M. Silvester du comité pour les Gazettes, fit rapport qu'il étoit proposé, que les greffiers du sénat et de la chambre des représentans fussent autorisés à passer les actes nécessaires à ce sujet.

---

An Essay, &c. ou Essai sur le commerce et sur les finances libres—indiquant les ressources qu'on peut tirer des marchandises, sans nuire au commerce, ni gêner la peuple.

L'esprit de méthode et de justesse qui a dicté les remarques suivantes, ne peut manquer de faire plaisir à nos lecteurs—elles sont courtes, nous les traduirons en entier.

La première chose qui se présente à notre considération est les frais du gouvernement, voilà le *sine qua non* du tout, comme des élémens, voilà l'échelle qui doit mesurer l'exécution du gouvernement de toutes les nations ; car aucune nation ne peut soutenir les opérations de son administration, sans frais. Or, les deux premiers points qui se présentent à notre examen sont 10. un estimé des frais qu'entraîne le gouvernement, et 20. les moyens les plus efficaces, les plus aisés, les moins oppressifs, pour obtenir de quoi y subvenir.

Le premier point n'étant pas, pour le moment, mon principal objet, j'observerai seulement qu'il en est des besoins du gouvernement, comme de ceux de la nature, ils sont en petit nombre, conséquemment, ils sont aisément satisfaits : c'est le luxe qui entraîne des dépenses, et ce qui est encore plus à regretter, c'est ce même luxe qui tarit toutes les sources abondantes de secours, qui corrompt l'homme, énerve ses forces, et détruit ses facultés, qui étoient réservées à des desseins plus nobles.—Je me bornerai, pour le moment, aux

moyens de ressources—J'établirai quelques principes qui m'ont paru mériter notre attention.

Quand on a besoin d'une certaine somme d'argent, on sait qu'il peut y avoir un moyen de la trouver plus aisé qu'un autre. Cette vérité peut s'appliquer aux états comme aux individus. On doit donc toujours attendre des secours des articles dont on peut se passer le mieux, et que l'on peut retrancher, avec le moins d'inconvénients—on doit d'abord se débarrasser des articles préparés pour les marchés—si cela ne suffisoit pas, il faudroit alors avoir recours aux articles de productions, commençant toujours par les objets de luxe, et finissant par ceux de nécessité.

Tout intérêt, ou toute chose quelconque, qui supporte les taxes, perd toujours en quantité ou en valeur; e. g. si l'argent est taxé, il en faut une partie pour payer cette taxe; si c'est les terres, le produit doit suffire: il en est de même des marchandises, &c.

*La consommation de tout ce qui paye des taxes doit toujours être diminuée.* Parce que cette taxe doit augmenter l'article, sur lequel elle tombe, par conséquent, il doit y avoir moins de personnes qui *veulent* et qui *peuvent* payer cette augmentation, qu'il n'y en auroit, si le prix n'étoit pas augmenté. C'est pourquoi les plus hauts droits devoient être imposés sur les articles, qui sont les moins nécessaires à la société; et les plus bas sur les articles qui lui sont les plus nécessaires. Ces assertions sont si claires que je crois qu'il est inutile d'y rien ajouter pour en prouver la vérité et le fondement.

Les entrepôts de tous les pays sont et la source et la mesure de leurs richesses; c'est pourquoi on doit les favoriser, et les accroître autant qu'il est possible. Il n'y a point de pays qui puisse posséder ou consommer plus qu'il ne peut produire, fabriquer ou acheter. Il n'y a point de pays qui puisse acheter plus qu'il ne peut payer, et il n'y a point de pays qui puisse payer au delà du produit de l'excédent de ses entrepôts, quand on en a prélevé la consommation—s'il passe cela, il fait des dettes, c'est à dire qu'il mange son bled en herbe, ce qui est une marche directe vers la ruine, qui finit, si on la poursuit, par la destruction totale.

---

*Abrégé authentique de l'état présent des affaires, en France.*

La révolution, qui vient de s'opérer, est telle que nous ne pouvons en former une idée juste. Les baga-

telles de la conversation et des modes ont cédé à la politique; hommes, femmes, enfans, tous s'entretennent de politique.—On n'entend de tous côtés que les gémissemens de la presse, qui fait éclore tous les jours une foule d'ouvrages qui, pour la hardiesse, font réculer les Anglois, qui se croyoient jusqu'ici les plus hardis de la terre. Cette révolution, qui s'est opérée en deux ans, (depuis l'époque de l'assemblée des notables de 1787) n'a pas coûté la vie à un seul homme. Les écrits, qui ont paru à ce sujet, sont, pour la plupart, très-estimés et recherchés; c'est qu'ils sont affranchis du joug, qui fait gemir les Anglois: en donnant pleine carrière à la raison, ils ont fait éclore des vérités qui n'avoient jamais été découvertes et qui n'ont encore jamais été reconnues en Angleterre. L'Anglois, apesanti, sous une espèce de demi réforme, n'est point éveillé par les mêmes erreurs, qui se présentent aux regards du François, où qu'il les promène, soit sur le trône, soit sur l'autel.

La représentation du peuple devoit être égale, à l'assemblée des Etats-Généraux, qui devoit se tenir le 27 d'Avril der.; mais elle devoit être tempérée par un nombre égal de la noblesse et du clergé. La première question qui sera agitée, sera de décider si l'on doit voter par ordre, ou par personnes.—On croit que la majorité des nobles se joindra au tiers-état pour que l'on vote par personnes. Voilà l'opinion à la mode en France, et la mode a beaucoup d'influence. Toutes les belles femmes, par exemple, sont pour le tiers-état; c'est beaucoup; la cour est aussi en faveur du tiers-état; la cour qui est le seul agent qui puisse rassembler, pour le besoin de l'état, les ressources qui ont jusqu'ici dormi dans des mains inutiles. Sa majesté s'est engagée à renoncer au pouvoir d'imposer, de lever ou de continuer les taxes, et même à celui de les approprier.—Elle s'est engagée à convoquer les Etats-Généraux périodiquement—à soumettre les lettres de cachet à des restrictions légales—à consentir à la LIBERTÉ DE LA PRESSE—à ce que toutes ces réformes fassent partie de la constitution; et que ses successeurs y soient soumis.

Le peuple demande hardiment à participer au gouvernement. Les esprits sont si mûrs sur ces objets, qu'il semble qu'il n'y ait qu'une voix dans tout le royaume; excepté le clergé et les vieilles qui, comme de raison, sont d'un avis contraire à celui qui veut le bien.



Tout considéré, il paroît que la France va recevoir une aussi bonne mesure de liberté, qu'il lui convient d'avoir pour le présent, si l'on considère le peu de lumières du menu peuple : cette circonstance fâcheuse pourroit peut-être nuire à l'établissement des *procès par jurés*.

Le sommeil du pouvoir exécutif de la Grande-Bretagne, observe un correspondant du *world*, est une des circonstances les plus favorables pour la France, en ce qu'elle lui donne le temps d'arranger ses affaires domestiques—La consolidation de ses dettes va la mettre à portée de faire tout ce qu'il lui plaira, en Europe.

Ce n'est pas qu'il n'y ait dans l'Amérique confédérée, comme en Angleterre, des ennemis de la France, et des François—les satellites Anglois se reproduisent sous mille formes différentes ; mais sitôt qu'il s'élève une voix contre nos alliés, il y en a mille toujours prêtes à l'étouffer.

Lettre à l'éditeur de la Gazette des Etats-unis.

Monsieur,

Tous les partisans du sentiment, et du goût desireront et encourageront le spectacle, à moins qu'ils ne supposent qu'il soit contraire aux mœurs et au républicanisme ; mais parmi ses partisans les plus zélés, il ne s'en trouvera aucun qui ne découvre aisément qu'il entraîne des erreurs.—Par exemple, ne peut-on pas compter parmi ces erreurs, qu'une pièce angloise introduise, sur la scène, un personnage françois, pour le livrer au ridicule et au mépris ?—De ridiculiser, et de se jouer des coutumes des nations étrangères est, dans toutes les occasions, au moins barbare, et malhonnête : mais on ne peut pardonner, aux écrivains comiques de cette nation, d'avoir commis une telle injustice envers leurs compatriotes—qui est-ce qui ignore que les anglois abondent en personnages convenables, pour toutes sortes d'exhibitions théâtrales ? hélas, l'esprit et le ridicule peuvent s'exercer amplement chez-eux, sans être obligés de s'égayer chez les étrangers, qu'ils ne connoissent pas, pour trouver des objets. Quelle excuse pourroit-on offrir en faveur des écrivains dramatiques, qui ont négligé leurs compatriotes, afin d'introduire sur la scène la classe du vulgaire François ? de telles *bassesses* dégradent plus la nation qui les favorise, que celle qui en est l'objet. Je voudrois-bien

que l'honnêteté Américaine réclamât contre de tels préjugés et une telle partialité.

CIVIS.

Ceux, de nos lecteurs, qui ignorent le ton d'emphase, avec lequel les citoyens de l'Amérique parlent de leur constitution fédérative, et de leur Président, pourront en juger par l'allégorie suivante.

VAISSEAU FEDERATIF.

Il vient d'être lancé, sur l'océan de l'empire, le Vaisseau LA COLOMBIA, Capitaine George Washington, lequel après avoir resté treize ans sur le chantier, vient d'être équipé, et mis en bon état.—Ce vaisseau est du premier rang, tous les constructeurs en ont prononcé la quille bonne et saine—il s'est élevé quelques objections au sujet du gréement et autres bagatelles ; mais ils doivent être changés par la suite, s'ils sont trouvés mauvais ; en attendant, le vaisseau peut marcher bon train. Il y a dans ce moment un grand nombre de charpentiers, qui s'en occupent. Le Capitaine et le Capitaine en second sont universellement aimés de tous les onze intéressés, (les onze états qui ont ratifié la nouvelle constitution.)

Université de Cambridge.

On a beaucoup parlé de Boston, en Europe, il y a peu de villes qui aient fait plus de bruit, dans la dernière guerre, que la capitale de la Nouvelle-Angleterre, que beaucoup regardent encore comme l'Amérique, et non pas comme une ville—nous donnerons peut-être, dans quelques Nos. futurs, la description du Massachusetts ; en attendant nous présenteront, à nos lecteurs, une esquisse de l'université de Cambridge.

Cette université est regardée, à juste titre, comme la mère nouricière, [*alma mater*] la pépinière des grands hommes de la Nouvelle-Angleterre. Ses fondateurs n'étoient pas des hommes, que la nécessité exposoit aux dangers des mers ; ce n'étoient point des aventuriers qui, déçus par l'espoir de faire leurs fortunes, méprisèrent les dangers d'une traversée, non, c'étoient des hommes d'érudition, que la persécution chassoit d'Angleterre, c'étoient des gens instruits, qui cherchoient un pays, où ils pussent adorer le Créateur en paix, et élever leurs enfans de la manière qui leur sembloit la meilleure.

Ce fut peu de temps après leur arrivée, lorsque la Nouvelle-Angleterre n'étoit encore qu'un desert

affreux, avant même d'avoir pourvu aux besoins de la nature, qu'ils s'appliquèrent à la culture des arts, qu'ils jetèrent les fondemens d'un édifice qui devoit propager les arts et les sciences, dans une belle situation à environ quatre miles de Boston, laquelle ils appellèrent *Cambridge*, en honneur de Cambridge en Angleterre, où plusieurs d'entr'eux, et tous leurs premiers régens avoient été élevés. Ils sentirent d'abord qu'il n'y avoit rien qui pût leur procurer plus de vrais bienfaits au dedans, et plus de considération au dehors, que la protection publique des arts et des sciences, qui rendent les hommes meilleurs, plus heureux, et plus sages—they sentoient la nullité des loix quand elle ne sont pas suivies des bonnes mœurs ; et ils fondèrent un collège, afin qu'une morale pure et un gouvernement juste se supportassent mutuellement. Il semble qu'ils aient été pénétrés de cette maxime, que le moyen le plus efficace de prévenir les crimes, est que l'instruction publique accompagne toujours la liberté—cette institution s'accrut ainsi sous la protection immédiate du gouvernement.

La constitution de cette université (car dans les démocraties, on ne sauroit faire un pas sans constitution) est si intimement liée au gouvernement, quelle ne peut augmenter, prospérer, tomber ou s'éteindre qu'avec le gouvernement même—tels sont les liens qui les enlacent.

Le Président ou principal, et six autres personnes, distinguées par leur érudition, forment, ce qu'ils appellent, corporation ou gouverneurs immédiats de l'université ; cependant leurs décisions, et leurs réglemens sont soumis à l'examen d'un conseil d'inspecteurs. Ce conseil est composé du gouverneur, lieutenant gouverneur, du conseil et du sénat de la république du Massachusetts, ensemble avec les ministres ou recteurs de Boston, et des cinq villes voisines.

La discipline, le plan d'étude, la distribution des honneurs littéraires sont les mêmes que ceux de *Cambridge* et d'*Oxford* en Angleterre ; mais, ce qui donne l'avantage à l'institution Américaine, ce qui enchérit sur son éloge, c'est que toutes les sectes quelconques peuvent y être élevées ; toute espèce de *test* devenant inutile pour y être admis.

Tels sont les soins qu'on donne à cette institution, que le jour, où se fait la distribution des degrés, est celui où il y a le plus de parade et d'éclat dans l'état, c'est le seul où le gouverneur et les principaux officiers

de la république, paroissent en habits de cérémonie.

Le principal est ordinairement un ecclésiastique ; mais ce n'est pas une loi ; il ne doit jamais sa nomination à son ordre, mais à son mérite et à ses vertus ; on s'attache ordinairement à trouver un homme d'érudition, bienfaisant, pieux, tolérant, exempt de superstition, sans égard à son ordre ou à sa secte.

Il ne faut pas oublier qu'il y a, dans le Massachusetts, un nombre d'académies inférieures, où l'on enseigne les arts et les sciences, en outre des écoles où, ceux qui doivent entrer au Collège, reçoivent les premiers principes des langues latine et grecque, chaque paroisse est obligée par la loi, de maintenir une de ces écoles. Les écoles fournissent aux académies, les académies à l'université ; c'est ainsi que les ruisseaux emplissent les canaux—les canaux les rivières, qui fertilisent, et ornent les pays qu'ils arrosent.

Les étrangers qui ont vu Cambridge sont d'accord sur la beauté et la salubrité de sa situation. La rivière Charles, qui est à-peu-près aussi large que l'est la Seine, à Paris, vis-à-vis du Louvre, coule au pied de l'université.—De l'autre côté, les montagnes qui l'environnent sont couvertes de forteresses et des débris des ouvrages du siège de Boston, ouvrages que l'histoire qu'ils décoreront aura soin de transmettre à la postérité. C'est ainsi que les étudiants, après avoir contemplé tour à tour les beautés de l'art et de la nature, la scène des bergers et des héros, vont se renfermer dans le sanctuaire de la philosophie.

On se doute bien qu'un si petit endroit, si heureusement situé, si près de la capitale ne manque pas de maisons de campagne—c'est le premier droit que lui donnent l'ennui et le désœuvrement de Boston dont le luxe chasse et attire tour à tour les citoyens *opulens* qui, en dépit d'eux-mêmes, sont ramenés aux plaisirs simples et innocens de Cambridge.

Ces maisons de campagne décorent d'un côté, la perspective de Cambridge, de l'autre on découvre à la distance de 4 miles, Boston, qu'un superbe pont d'environ 15,00 pieds de long, sépare de *Charlestown*.

Le temps viendra, que la poésie, instruite par la philosophie, fera entendre sa voix aux siècles futurs—le repaire des muses sera célébré quelque jour à venir, et consacré par une renommée sans fin.

Le voyageur étranger qui considère le but d'un aussi bel établissement, la nécessité de l'instruction publique, dans un pays républicain, après en avoir admiré



l'ensemble, l'unanimité qui y préside, le bon ordre et en quelque sorte, l'esprit de liberté qui y respire, demande où enseigne-t-on le François ? quand on lui répond qu'il n'y a point d'établissement pour la langue française, il montre sa surprise par une foule de questions, rarement il en apprend la vraie cause : il a beau se récrier que c'est un des établissemens des plus utiles de l'université, que les liens qui unissent l'Amérique à la France sont formés des intérêts réciproques des deux nations ; que la France est la monarchie la plus puissante, comme la plus riche de l'Europe ; qu'elle est appelée, par la correspondance des besoins et des productions de l'Amérique, à faire, avec cette dernière contrée, un commerce étendu ; que les préjugés nationaux, si humilians pour la nation qui les a fait naître, n'existent plus ; qu'ils ont fait place à l'harmonie, et à la bienveillance de part et d'autre ; que les François sont prêts à encourager le commerce des Etats-unis ; qu'ils en ont déjà donné des preuves—*qu'il ne leur manque que plus d'instruction, sur les ressources locales de ce nouveau monde*, il ne peut en deviner la cause ; il conclut que c'est encore un reste des anciens préjugés qui ont fait, pendant près de deux siècles, la honte de la Grande-Bretagne. Hélas ! il se trompe, la libéralité, toujours inséparable du caractère respectable et distingué des savans personnages, qui sont à la tête de cette institution, dépose fortement en faveur d'un sentiment contraire ; non, ces hommes respectables, à la fois l'honneur et le soutien de leur pays, ont vu à regret que cet établissement manquoit ; mais leurs efforts pour y suppléer n'ont pas eu le succès qu'on en auroit pu attendre, s'ils n'eussent demandé que des vertus et un ardent amour pour l'avancement des arts et des sciences ; il a fallu abandonner une entreprise, aussi honorable que patriotique, qui ne pouvoit réussir qu'avec plus d'argent ; en sorte que l'université de Cambridge, qui réunit tous les avantages dont les autres sont privés, n'a point encore d'établissement pour la langue française.

O combien seroit béni le François riche, le François vertueux qui appliqueroit ses bienfaits à la fondation d'un établissement aussi utile, aussi honorable, je dis plus, aussi patriotique ! combien de voix chanteroient ses louanges ! Hélas ! si les gens riches savoient le bien qu'ils pourroient faire, ils ne se ruineroient pas en équipages et en vaines poursuites ! L'université de

Cambridge offre, à une belle âme, une si belle occasion de se montrer.

### De BOSTON, le 11 Juin.

Le sénat du Connecticut vient de passer un acte qui défend l'exportation des grains de toute espèce, sous peine d'amende, et de confiscation.

#### NOTE.

Quand verra-t-on les hommes, rendus à eux-mêmes, se dépouiller des préjugés qui les enchainent, qui les ruinent, pour briser leurs fers, donner, à leur raison, un libre cours, et monter au point de prospérité où la nature les appelle ? Le voyageur qui s'arrête dans le Connecticut n'y voit que de vastes plaines incultes, et des atteliers de toutes parts—Il n'entend parler que de manufactures. Les papiers publics sont remplis des descriptions de leurs machines, quel spectacle ! il me semble voir Christophe Colomb attaché à une rame ! que diront les générations futures, quand elles liront que le Connecticut, recueillant à peine de quoi se nourrir, élevoit des manufactures, et restreignoit l'exportation des grains, qui auroit pu faire couler dans ses coffres, des trésors immenses,—trésors qui se reproduisent si aisément, pour faire servir ces mêmes bras, qui auroient pu l'enrichir, à exploiter des manufactures, qui le ruineroient ? je dis les générations futures ; parce qu'il est impossible qu'elles détournent leurs regards du sol fécond dont la nature a gratifié l'Amérique ; parce qu'il est impossible qu'elles n'abjurent pas l'erreur qui fait l'idole du jour, et qu'elles n'acceptent pas les richesses et la prospérité, dont nous ne voulons pas—Le Connecticut manque de grain, et que ne cultive-t-il ? il est pauvre, que ne cultive-t-il ? il ne peut pas payer les articles d'importation, que l'habitude lui a rendus nécessaires, que ne cultive-t-il ? il ne sauroit payer ses taxes, que ne cultive-t-il ? voilà des questions à soumettre à législation.

La société royale de Londres vient de recevoir, membre de ce corps respectable, M. J. Bowdoin, président de l'Académie Américaine, des arts et des sciences.

Il y a quelque temps, disent les feuilles angloises, que la G. B. négocie avec la France, un échange du Canada, pour les Isles de la Guadeloupe et de Marie Galante—on est encore partagé, sur les avantages qui resulteroient de cet échange, pour la G. B.

Les droits sur le rum et sur la mélasse ont été diminués par le sénat des E. U.—on espère que celui sur la mélasse ne passera pas 3 sous par gal. avec les *draw-backs* ou deux, si on lui ôte cette ressource.

On lit le projet suivant, dans une lettre adressée à l'éditeur d'une feuille de Philadelphie.

Monsieur,

Il y a longtemps que je contemple les opérations de la nature ; mais le défaut de loisir et d'appareil m'empêche de suivre mon penchant, et m'oblige de communiquer mes projets en théorie, avant d'avoir pu les mettre en pratique.

L'analogie m'a enseigné à croire que le temps est un chimiste, et un des meilleurs chimistes qui soit : il compose, décompose, analyse et précipite ; et en pétrifiant, il surpasse non seulement tous les chimistes de nos jours, mais encore tous ceux qui pétrifioient du temps de Moïse, qui étoit lui même un adepte dans les sciences occultes, aussi bien qu'un législateur judicieux, et un excellent professeur de jurisprudence. La calcination du veau d'or est une preuve irrévocable de sa connoissance en chimie. Il y a encore la métamorphose de Madame Loth en un pilier de sel, qu'on doit compter parmi les opérations remarquables de la chimie, (je ne doute point qu'il n'y ait beaucoup de maris qui ne s'estimassent heureux à disposer de leurs femmes, sous des conditions aussi avantageuses) c'est pourquoi je proposerai le temps à l'attention des chimistes.

Si d'un côté, le temps fait le chimiste, pourquoi d'un autre, la chimie ne feroit-elle pas le temps ? celui qui convertit l'or de son voisin en pierre fera pétrifié, a dit le chanteur divin ; ne voilà-t'il pas un vaste champ ouvert à nos chimistes, de pétrifier tous nos spéculateurs sur les terres ?

Je me ressouviens qu'un fossoyeur, dans une des pièces de Shakespeare, découvre que les tanneurs durent plus long-temps, après avoir été enterrés, qu'aucune autre classe d'hommes ; ce qui est vraisemblablement occasionné par la qualité astringente du tan qui entre par les pores de la peau, or, comme la pétrification n'est autre chose que de remplir les vides avec des particules de pierres, je serois d'avis que l'on com-

mençât la pétrification de Messieurs nos agioteurs en terres ; pour cela, je voudrois qu'on les mit à l'ouvrage dans nos carrières. — Des cadavres aussi durables, et aussi bien conservés seroient préférables aux marmottes qu'on nous apporte d'Egypte, et deviendroient, dans peu, un article considérable d'exportation — voilà des expériences que devoit favoriser la Législature.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Un Schemer.

### On offre 50 Piastras de récompense

à celui qui pourra arrêter ou faire arrêter la personne dont le signalement suit.

Son nom est *Lambert*, il vient de St. Domingue, d'où il apporte un certificat ; il est de la taille d'environ 5 piés un pouce, mesure de France, marqué de la petite verole, il a les genoux en dedans ; marchant lourdement, il ne parle point Anglois — il se dit natif de Paris — Il n'est gueres possible de décrire la manière dont il est habillé, parce qu'il a emporté des habits de diverses couleurs ; il doit avoir un chapeau très-fin, rétapé — parmi les 5 habits, qu'il a pris, il y en a deux neufs, l'un couleur de maron, et l'autre couleur de perle ; trois culottes de satin noir, plusieurs paires de bas de soye blancs. — Des chemises, vestes, argenterie, une épée à garde d'argent, (il est probable qu'il en aura jeté la lame) des boucles unies, enfin des billets de la banque de Boston, et des piastras, le tout montant à plus de 400 piastras.

Ce vol s'est fait la nuit du samedi au dimanche 31 Mai — on soupçonne qu'il soit parti pour New-York, ou Providence — la marque la moins équivoque, c'est qu'il ne parle point Anglois.

La personne qui a été ainsi dépouillée se repose sur la vigilance de MM. les François et autres, pour découvrir ce voleur, avec d'autant plus de raison qu'elle ne s'est exposée à cette perte qu'en lui tendant les secours de l'hospitalité — il étoit François — il étoit pauvre, il étoit dans un pays étranger, elle a cru devoir l'assister.

S'adresser à Boston à notre Bureau.

\* \* Si cette feuille tomboit entre les mains de personnes qui pussent le saisir à la Martinique ou au Cap, ou au Port au Prince, où il pourroit retourner, on prie ces personnes de le poursuivre en vertu de cette annonce. On pourroit s'adresser, pour la récompense, à MM. Perkins, Burling & Co. au Cap.

A BOSTON, de l'Imprimerie de SAMUEL HALL, Libraire, dans le Cornhill, No. 53, où l'on peut se procurer chaque Numéro. — On souscrit, pour le COURIER DE BOSTON, chez M. Hall ; à Salem, chez MM. Dabney et Cushing ; à New-York, chez M. Thomas Greenleaf, et John Fenno ; à Philadelphie, chez M. Mathew Carey ; et chez les principaux Imprimeurs des Etats-Unis. — L'Editeur se fera un plaisir, et même un devoir, de recevoir et de traduire tous les morceaux utiles qu'on voudroit lui communiquer dans tous les genres, sur-tout sur le commerce.